

**Union européenne - Syrie -
Déclaration de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à son arrivée à
la conférence de Bruxelles II sur
l'avenir de la Syrie et de la région**
(Bruxelles, 25 avril 2018)

Bonjour. La France, vous le savez, est très engagée pour essayer de résoudre cette situation horrible et catastrophique qui touche la Syrie, et par ricochet un certain nombre d'Etats voisins qui doivent accueillir des réfugiés, des déplacés.

La situation en Syrie est une des plus catastrophiques que l'on puisse connaître et l'une des plus déstabilisatrices ; 400.000 morts, des millions de déplacés, de réfugiés. Donc aujourd'hui, il était - naturellement - non seulement notre devoir d'être ici à la Conférence de Bruxelles II mais d'y prendre une part active. Il ne vous a pas échappé que nous avons été constants ; le président de la République a toujours mis un certain nombre de lignes rouges et dès lors qu'elles ont été franchies, comme c'était le cas lors d'attaque chimique, la France avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne naturellement ont procédé à ces frappes circonscrites, très précises, localisées et qui ont permis de détruire un certain nombre d'éléments relatifs à ces armes chimiques.

Notre message aujourd'hui à Bruxelles est double. Il est, d'une part, que l'urgence humanitaire est là et que nous devons absolument à la fois aider les réfugiés où qu'ils soient. De ce point de vue-là, la France a annoncé 50 millions d'euros pour 2018. Notre deuxième message est qu'il n'y a pas de solution en Syrie sans solution politique durable, sans processus de transition crédible, et donc naturellement nous appuyons le travail fait par l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, nous appuyons le processus de Genève.

Toutes celles et ceux qui sont, d'une façon ou d'une autre, parties en lien avec les parties prenantes sur le terrain doivent savoir que, de ce point de vue-là, notre détermination elle est totale. Nous le disons d'ailleurs aux Russes, il est important de pouvoir faire pression sur le régime de Damas pour qu'une telle solution politique puisse se mettre en place.

Vous le voyez, même si les années hélas se succèdent sans que la situation ne s'améliore, loin de là, au contraire, elle est, je crois, plus grave que jamais, nous ne perdons pas notre résolution, notre détermination à apporter des solutions, que ce soit concrètement, sur le terrain, pour les réfugiés, et également au sein du système multilatéral. Je crois que nous avons de nombreuses nations qui partagent cet engagement. Je vous remercie.

Q - Monsieur le Ministre, en Syrie il y a la Russie, l'Iran également qui appuient le régime.

Allez-vous aujourd'hui adresser un message particulier à l'égard de ces deux sponsors du régime ; c'est-à-dire la Russie et l'Iran ?

R - Ecoutez, le message est celui justement pour ceux qui sont en capacité de faire passer les messages au régime de Damas de le faire parce qu'on atteint une situation qui est d'une gravité extrême et donc il est important que tout le monde prenne conscience qu'on ne pourra pas faire comme si rien ne s'était passé. Et donc il y a cette urgence à reprendre, à poursuivre un dialogue qui soit effectif, qui arrive à une transition effective.

La France organise par ailleurs cet après-midi un évènement sur l'impunité. Il faut savoir qu'énormément d'éléments de preuves ont été collectés, réunis sur le terrain par des ONG, par un certain nombre de mécanismes. Donc je crois que celles et ceux qui se sont rendus coupables de tous les crimes qui ont pu arriver, quels qu'ils soient et quelle que soit leur origine devront en rendre compte. Tout simplement pour que la justice passe, car il n'y aura pas de réconciliation au sein des Syriens sans que la justice passe.

Q - Est-ce qu'il y a des formules lors du Conseil de sécurité, des formules juridiques, par exemple l'établissement d'un tribunal spécial en dehors de l'accord de Conseil discuté parce qu'on imagine que c'est impossible ?

R - Vous savez il y a déjà des juridictions nationales qui lorsqu'elles sont compétentes ont enclenché un certain nombre d'enquêtes et donc je crois que tous les leviers permettant de rendre justice sur un plan du droit doivent être utilisés./.